

L'éducation entre "combat de notre siècle" et réduction des dépenses

"C'est pourquoi depuis un an, nous avons tant fait pour l'éducation. C'est le combat de notre siècle parce qu'il est au cœur de nos transformations économiques, de la société postindustrielle dans laquelle nous vivons". Dans son discours devant le Congrès, le 9 juillet, Emmanuel Macron a mis l'école "au cœur" de son projet politique. Une affirmation développée mais aussi tempérée par l'annonce de nouvelles réductions des dépenses publiques. Une annonce qui concerne l'Education quand elle est lancée au moment où l'Elysée termine ses arbitrages budgétaires.

L'école "combat de notre siècle"



"Vous avez œuvré dans l'urgence pour tourner la page des politiques et des blocages qui handicapent lourdement notre pays. Votre action a permis que l'investissement reparte, que le scandale du tirage au sort à l'université prenne fin, que l'école retrouve sa place et la transmission sa dignité". Emmanuel Macron a consacré une assez longue partie de son long discours à l'école. Pas tant pour faire des annonces qu'une justification de la politique suivie.

"Depuis un an, nous avons tant fait pour l'éducation. C'est le combat de notre siècle parce qu'il est au cœur de nos transformations économiques, de la société postindustrielle dans laquelle nous vivons", a expliqué le président de la République. "Elle est faite de changements, de ruptures, de mutations qui nous obligent à mieux former au début de la vie, mais aussi tout au long de la vie. Depuis la naissance de la République, depuis Condorcet, l'école est la condition même d'une vie de citoyen libre et autonome".

L'école caution sociale du gouvernement

Le président a rappelé les mesures prises depuis un an. " Des décisions radicales en la matière ont été prises : l'école maternelle obligatoire à 3 ans fait partie de ces mesures dont nous devons être fiers. Car les enfants déscolarisés à cet âge ne rattrapent plus leur retard de socialisation et d'apprentissage. Or, ce sont les enfants des milieux modestes qui étaient le moins scolarisés ou qui ne l'étaient pas. Cela entrera en vigueur dès la rentrée 2019. Le dédoublement des classes de CP et CE1 en zone d'éducation prioritaire dites REP et REP+ est une mesure de justice sociale plus efficace que tous les dispositifs de redistribution, parce qu'on y distribue de manière différenciée le savoir fondamental, celui de lire, d'écrire, de compter, de se comporter.

"La réforme de l'orientation assure des choix plus judicieux et des trajectoires plus adéquates au talent de chacune et chacun", a ajouté E. Macron. "Cependant que la réforme du baccalauréat sur trois ans recentre les compétences sur l'essentiel, si souvent perdu de vue dans les brumes d'ambition pédagogique peu substantielle, la mise en place de Parcoursup donne aux jeunes gens la faculté de décider plus lucidement de leur formation initiale". De affirmations qui sont loin d'être partagées par tous les acteurs.

Dans le camp de la tradition

Et le résultat est signalé : "En faisant, à travers ces décisions fortes, une transformation radicale de notre système éducatif, vous avez permis de former des femmes et des hommes plus sûrs de leurs compétences, mieux éduqués et ainsi de former des citoyens plus assurés de leur place dans la société et dans la nation française. C'est ainsi que nous renouerons avec cet idéal français des Lumières qui place cette citoyenneté émancipée au-dessus des conditions sociales, des origines, comme du genre".

Pour autant le président de la République situe son Ecole dans le camp de la tradition. "Mais alors que nous avons besoin d'elle peut-être plus que jamais, nous avons ces dernières décennies brisé la dignité de la transmission, abîmé le prestige des professeurs, discrédité l'utilité du diplôme, aggravant en cela la pire des inégalités, celle dont nul n'est responsable, l'inégalité de naissance, l'inégalité de condition sociale". On notera les expressions : prestige des professeurs, "dignité de la transmission", expression déjà utilisée au début de son discours.

Tradition aussi dans sa vision de l'éducation civique et de la laïcité. " Les droits et les devoirs, c'est bien entendu à l'école que nous les enseignons de façon plus systématique. C'est pour cela que nous poursuivons la formation et l'accompagnement des maîtres, en particulier sur la laïcité". On est loin de la laïcité entendue comme un rempart pour la liberté individuelle. D'ailleurs le président a aussi annoncé vouloir réglementer le culte musulman. "Dès l'automne, nous clarifierons cette situation en donnant à l'islam un cadre et des règles garantissant qui s'exerceront partout de manière conforme aux lois de la République".

Le retour des économies

Le président a aussi annoncé une réforme des retraites pour 2019, une autre de la sécurité sociale et globalement des prestations sociales.

Mais la principale annonce présidentielle c'est le retour des économies. "Le Premier ministre présentera dans quelques semaines les nouvelles décisions permettant de tenir les engagements de baisse de nos dépenses publiques prises devant les Français. Cela s'accompagnera en particulier d'une réorganisation de l'Etat à travers plus de présence sur les territoires, plus de souplesse de gestion. D'ici la fin de l'année, le Premier ministre présentera l'ensemble de ses décisions pour la transformation indispensable de l'action publique".

Si le thème de la réorganisation territoriale de l'Etat est déjà très engagé dans l'Education nationale avec la réforme de la territorialisation qui devrait être achevée en 2019, les " engagements de baisse de nos dépenses publiques" auront surement des conséquences importantes pour l'Ecole.

E Macron a mis dans son programme la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires dont probablement 50 000 de fonctionnaires d'Etat. Au moment où il annonce cette nouvelle baisse des dépenses publiques, il est en train de conclure les arbitrages pour le budget 2019. Dans ce budget l'Education nationale tient une grande place compte tenu du nombre de fonctionnaires (la moitié de ceux de l'Etat). Le budget 2018 avait prévu le maintien des postes mais finalement il se soldera par un seul négatif. Le budget 2019 pourrait bien commencer la baisse officielle.

F Jarraud